

Samedi 30 mars : acte XX

contre les expulsions, les coupures d'énergie et le logement cher !

Dès le lundi 1er Avril, des dizaines de milliers de familles et personnes seront expulsées et jetées à la rue par la police, ou devront subir une coupure d'électricité ou de gaz[1]. C'est aussi des milliers de sans abris remis à la rue avec la fermeture de nombreux centres d'hébergement d'urgence.

Loyers et énergie en hausse, baisse des APL, spéculation immobilière, baisse des salaires et des revenus, hausse des taxes, ventes et démolition de logements sociaux, locations touristiques dans les centres des grandes villes... sont les causes de cette violence sociale au quotidien qui frappe des millions d'entre nous.

C'est pourquoi nous exigeons du gouvernement :

- l'arrêt des expulsions et des coupures d'énergie,
- la baisse conséquente et immédiate des loyers, des charges et de l'énergie, la hausse de l'APL,
- l'apurement des dettes des accédants en difficulté,
- le respect du droit au logement, un logement décent pour toutes et tous (sans abris, mal logés, victimes de sinistres, menacés d'expulsion...), l'application de la loi de réquisition,
- l'abandon de la privatisation du logement social et la construction massives de vrais logements sociaux,
- la taxation de la spéculation immobilière,
- l'abrogation de la loi ELAN...

Nous demandons aux maires de prendre des arrêtés anti expulsion et anti coupure d'énergie, ainsi que des arrêtés de réquisition pour reloger les expulsés et les sans logis !

Nous, gilets jaunes, appelons à nous mobiliser samedi 30 mars lors de l'acte XX

[1] En 2017, il y eu 125 00 jugements d'expulsion et 250 000 coupures d'énergie.

Samedi 30 mars : acte XX

contre les expulsions, les coupures d'énergie et le logement cher !

Dès le lundi 1er Avril, des dizaines de milliers de familles et personnes seront expulsées et jetées à la rue par la police, ou devront subir une coupure d'électricité ou de gaz[1]. C'est aussi des milliers de sans abris remis à la rue avec la fermeture de nombreux centres d'hébergement d'urgence.

Loyers et énergie en hausse, baisse des APL, spéculation immobilière, baisse des salaires et des revenus, hausse des taxes, ventes et démolition de logements sociaux, locations touristiques dans les centres des grandes villes... sont les causes de cette violence sociale au quotidien qui frappe des millions d'entre nous.

C'est pourquoi nous exigeons du gouvernement :

- l'arrêt des expulsions et des coupures d'énergie,
- la baisse conséquente et immédiate des loyers, des charges et de l'énergie, la hausse de l'APL,
- l'apurement des dettes des accédants en difficulté,
- le respect du droit au logement, un logement décent pour toutes et tous (sans abris, mal logés, victimes de sinistres, menacés d'expulsion...), l'application de la loi de réquisition,
- l'abandon de la privatisation du logement social et la construction massives de vrais logements sociaux,
- la taxation de la spéculation immobilière,
- l'abrogation de la loi ELAN...

Nous demandons aux maires de prendre des arrêtés anti expulsion et anti coupure d'énergie, ainsi que des arrêtés de réquisition pour reloger les expulsés et les sans logis !

Nous, gilets jaunes, appelons à nous mobiliser samedi 30 mars lors de l'acte XX

[1] En 2017, il y eu 125 00 jugements d'expulsion et 250 000 coupures d'énergie.

